



FS-SSCT du 20 juin de 14 h à 17 h

Présent-es :

La Dasen : Mme LAJUS, présidente de séance.

Le Secrétaire Général : M. POUJOLS.

Une secrétaire administrative de séance : Mme JEAN.

Pour la FSU : Karine INDELICATO-ALAUX, Maryline LAUMOND, Emilie MAFFRE, Céline PETIT, Amandine ULLA, Julie BERNAT (en visio).

Pour l'UNSA : Hélène GARRIC, Sophie HERAN, Sébastien LE GALL, Michel MASTROPIERI, Sophie PERIE (suppléante).

L'UNSA ayant un membre suppléant-e présent-e (5 présent-es au lieu de 4, il leur est rappelé que ce membre suppléant ne pourra pas s'exprimer ni prendre part au vote)

Ordre du jour :

- 1/ Validation du PV de la séance précédente
- 2/ Bilan du programme annuel de prévention de la FSSSCT12
- 3/ Point sur la demande de la FSSSCT12 concernant la communication à afficher à l'entrée des écoles et établissements de l'Aveyron
- 4/ Présentation et analyse des RSST
- 5/ Présentation et analyse des accidents de travail et de service du département
- 6/ Validation du compte-rendu de la visite d'un collège et restitution de ce compte-rendu aux personnels
- 7/ Calendrier prévisionnel 2024-2025 et travail de prévention envisagé après la visite de ce collège les RPS et les TMS
- 8/ Point sur le suivi des écoles et établissements du 2nd degré après visite ou enquête analyse
- 9/ Présentation des rapports d'inspection de Mme l'ISST
- 10/ Formation des membres de la FSSSCT12, des membres du CSA et de la référente départementale VDHAS
- 11/ Point sur la lettre de cadrage des conseillers de prévention départementaux, des conseillers pédagogiques assistants de prévention, des APE dans les établissements du 2nd degré
- 12/ Proposition et validation de plusieurs avis

Questions diverses :

1/ Quel est l'état du remplacement dans le 1er degré sur l'année scolaire 2023/2024 ?

2/ Combien de personnels de l'Education Nationale bénéficient d'une RQTH en Aveyron dans le 1er et 2nd degrés ?

Combien y-a-t-il eu de demandes de postes adaptés ?

Combien y-a-t-il de personnels AEPH en Aveyron ?

Combien de PE ont fait une demande de bonification exceptionnelle de 45 points afin d'obtenir une mobilité permettant une amélioration de leurs conditions de travail ?

Combien ont pu être satisfaites ?

Quels sont les critères retenus pour l'obtenir ?

3/ Dans le cadre du mouvement du 1er degré, combien de priorités sociales ont été accordées cette année et en 2023 ?

4/ Combien de PE ont demandé un détachement dans le 2nd degré et combien l'ont obtenu ?

5/ Combien de PE et d'enseignants du 2nd degré ont demandé une rupture conventionnelle ? une démission ?

Déclaration liminaire de la FSU

Réponse de la DASEN :

Concernant les agressions subies par des personnels, la DASEN rend hommage aux IEN avec lesquelles, elle trouve des solutions.

Par rapport aux articles diffamatoires parus dans la presse concernant une école du département, la DASEN avait eu le journaliste au téléphone avant que l'article ne paraisse. Cet article ne lui fait pas plaisir mais, selon elle, on doit respecter la liberté de la presse. Elle a évoqué la déontologie avec le directeur de centre Presse.

La liberté de la presse est un rempart de la république mais là, elle reconnaît l'effet délétère de ces articles. Selon elle, l'IEN et l'équipe de circonscription ont été dans l'accompagnement. Elle s'est entretenue avec le directeur de l'école et le responsable de la police pour que les collègues soient protégés. Pour la DASEN, tous autour de la table, nous croyons à l'école de la République, ses principes et ses valeurs.

FSU : le mal est fait, les collègues ont été sali-es. Nous sommes très attaché-es à la liberté de la presse mais là, les propos sont diffamatoires. Il faudrait que la population sache que la hiérarchie soutient les équipes. Il aurait fallu expliciter aux personnels ce que l'administration a fait pour les soutenir. Nous ne comprenons pas que la hiérarchie ne soutienne pas les collègues à travers un droit de réponse dans la presse.

Concernant la communication rédigée par les membres de la FSSSCT12 en groupe de travail (affiche rappelant le respect envers les personnels des écoles et des établissements scolaires), la DASEN et le secrétaire général considèrent que ce document doit être retravaillé. Il faut une communication bienveillante, positive parce que certaines affiches peuvent avoir un effet inverse.

Les membres rappellent qu'ils ne sont pas des publicitaires et qu'ils ne rédigeront pas des slogans tels que ceux proposés par le secrétaire général. Dans les cabinets médicaux, les hôpitaux, les supermarchés, on peut voir des affiches rappelant le respect qui est dû aux personnels mais à l'Education Nationale, ça ne semble pas possible !

1/ Validation du PV de la séance précédente (16/03/24) : pas de PV reçu donc la validation est reportée à la 1ère instance de rentrée.

2/ Bilan du programme annuel de prévention de la FSSSCT12 présenté en GT par Patricia BRESSAC, conseillère de prévention départementale.

3/ Point sur la demande de la FSSSCT12 concernant la communication à afficher à l'entrée des écoles et établissements de l'Aveyron.

La demande a été envoyée au rectorat. La FSU dénonce ce stand by alors que des collègues sont confronté-es quotidiennement à la violence verbale de certains parents d'élèves. Cf réponse de la DASEN à notre déclaration liminaire.

4/ Présentation et analyse des RSST

L'extraction des RSST de la période contient 37 signalements dont 31 pour Risques Psycho-Sociaux. Les principales problématiques sont toujours les mêmes : des équipes mises à mal par des élèves perturbateurs ou par des parents remettant en cause le professionnalisme des enseignants pouvant aller jusqu'à l'agression verbale et/ou le harcèlement.

La DASEN nous dit être bien consciente des souffrances engendrées par certaines situations et subies par les équipes. Elle assure les équipes de son soutien et de l'accompagnement mis en place par les équipes de circonscription. Elle fait avec les moyens dont elle dispose tout en respectant le cadre légal.

Une fois de plus, la FSU a dénoncé le manque de moyens pour la bonne marche de l'école inclusive. De nombreux élèves sont scolarisés en milieu ordinaire par manque de places en ITEP, en IME ou en ULIS alors qu'ils ont une notification d'orientation par la MDPH.

Des collègues enseignant-es, AESH subissent des conditions de travail inacceptables au quotidien et les élèves concernés sont en souffrance dans un milieu scolaire inadapté à leurs troubles.

5/ Présentation et analyse des accidents de travail et de service du département

Les membres n'ont pas été destinataires de l'extraction. Le secrétaire général nous a informés qu'en raison d'un problème technique, il n'avait pu l'obtenir.

6/ Validation du compte-rendu de la visite d'un collège du département et restitution de ce compte-rendu aux personnels

La restitution prévue est la suivante : inviter les membres du CA à se rendre à la DSDEN pour leur faire un compte-rendu du contexte de visite, des préconisations et avis.

Nous avons fait un rapide compte-rendu oral reprenant les éléments qui figurent dans le compte-rendu rédigé par les membres de la FSSSCT12.

7/ Calendrier prévisionnel 2024-2025 :

Visite bâtiminaire en octobre d'une école : 03 /10/24

GT de préparation et veille RSST : 12/09/24

GT CR : 08 et 10/10/24

FSSSCT : 17/10/24

Visite d'un collège sur le thème de l'inclusion (2ème trimestre)

Visite d'une école sur le thème de l'inclusion sans dispositif : (3ème trimestre).

Nous nous sommes assurés que ces écoles n'étaient pas en évaluation d'école.

8/ Point sur le suivi des écoles et établissements du 2nd degré après visite ou enquête analyse.

La Dasen accepte que la secrétaire de la FSSSCT se rende, accompagnée de l'assistante de prévention de circonscription dans les écoles visitées un an avant pour faire un suivi et apporter une aide, si nécessaire.

9/ Présentation des rapports d'inspection de Mme l'ISST reportée à la rentrée car cette dernière n'était pas disponible à la date de cette instance.

10/ Formation des membres de la FSSSCT12, des membres du CSA et de la référente départementale VDHAS.

Deux formations sur les différentes violences sexuelles et sexistes et un GT académique ont été récemment proposés à l'ensemble des référents VDHAS (académiques et départementaux). Les missions allouées aux VDHAS départementaux sont en cours d'écriture et seront transmises au plus tôt à la DSDEN 12. Elles découlent de celles de la VDHAS académique, elles mêmes issues des OSM du 17/02/2024.

Pour la représentante VDHAS départementale, il est demandé une lettre de cadrage pour permettre l'organisation des ses missions sur son temps de travail ; de l'associer aux travaux de la commission d'analyse des situations (qui se réunit une fois par mois au niveau académique) ; la nécessité de prévoir des GT avec la référente VDHAS de la DSDEN 12 (Mme PENIN).

11/ Point sur la lettre de cadrage des conseillers de prévention départementaux, des conseillers pédagogiques assistants de prévention, des APE dans les établissements du 2nd degré. Nous en serons destinataires à la rentrée car les lettres de cadrage sont réécrites à chaque rentrée scolaire.

12/ Proposition et validation de plusieurs avis votés à l'unanimité

Avis n°1 : La FSSSCT12 demande que les référentes départementale VDHAS de l'académie participent à la commission d'analyse de la cellule de veille "Stop violence". En effet, il n'y a qu'une représentante des personnels dans cette commission, or il est de leur mission de participer à la prévention des violences sexistes et sexuelles et du harcèlement."

Avis n°2 : Les membres de la FSSSCT12 sont conscient.e.s que les textes n'exigent la mise en place que d'un.e référent.e VDHAS académique. Toutefois, dès lors qu'il existe des déclinaisons départementales dans notre académie, nous demandons à ce que les missions de la référente VDHAS départementale soient clairement définies.

Avis n°3 : La FSSSCT12 demande que les membres de la FS et notamment la référente VDHAS de la FS soient formé.e.s aux questions des violences sexistes et sexuelles et du harcèlement.

Avis n°4 : La FSSSCT12 demande à la DASEN de formuler un droit de réponse, dès que nécessaire, aux médias mettant en cause les personnels.

Avis n°5 : La FSSSCT12 demande que l'administration informe, par écrit, les personnels mis en cause ou victimes, de leur droit à porter plainte et les accompagne dans leurs démarches.

Questions diverses :

1/ Etat du remplacement dans le 1er degré sur l'année scolaire 2023/2024 :

Nombre de classes non remplacées : un total de 933 jours de classe non remplacés, ce qui représente 6,8 % du total de jours de classe.

Les membres font remarquer qu'il serait plus intéressant de connaître le pourcentage par rapport au total des absences de l'année.

2/ Combien de personnels de l'Education Nationale bénéficient d'une RQTH en Aveyron dans le 1er et 2nd degrés ?

Dans le 1^{er} degré, il y a 42 personnes qui en bénéficient. Le secrétaire général ne peut nous donner d'informations sur le second degré.

Combien y-a-t-il eu de demandes de postes adaptés ?

Il y a eu 5 demandes pour 2024/2025

Combien y-a-t-il de personnels AEPH (Aide aux personnels en situation de handicap) en Aveyron ?

Il y a 2 AEPH en Aveyron.

Combien de PE ont fait une demande de bonification exceptionnelle de 45 points afin d'obtenir une mobilité permettant une amélioration de leurs conditions de travail ?

12 PE ont fait la demande dans le cadre des mutations intra-départementales.

Combien ont pu être satisfaites ?

Il y a eu 12 demandes de bonifications. 2 PE ont bénéficié de l'octroi de 45 points et ont obtenu leur mutation. 5 PE n'ayant pas bénéficié de la bonification ont pu être muté-es quand même.

Quels sont les critères retenus pour l'obtenir ?

C'est le médecin du rectorat qui détermine les critères.

3/ Dans le cadre du mouvement du 1er degré, combien de priorités sociales ont été accordées cette année et en 2023 ?

En 2023, 4 priorités sociales ont été accordées et en 2024, il y en a eu 6.

4/ Combien de PE ont demandé un détachement dans le 2nd degré et combien l'ont obtenu ?

5 PE l'ont demandé et 1 seul-e a été retenu-e.

1 demande de renouvellement a été obtenue et 2 intégrations ont été validées.

5/ Combien de PE et d'enseignants du 2nd degré ont demandé une rupture conventionnelle ? une démission ?

Il y a eu 2 demandes de rupture conventionnelle acceptées et 2 demandes de démission acceptées.